

# ENRIQUE GUERRERO SALOM

---



**Entretien avec Enrique Guerrero Salom, membre du  
Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et du groupe  
Socialistes et Démocrates au Parlement européen**

**Quel bilan de la dernière législature européenne?**

## • Votre plus grande réussite au cours de la législature 2014-2019 (collective ou personnelle)?

**E.G.S.** : « Au niveau collectif, l'adoption du **pilier social** par les chefs d'Etat et de gouvernement. Il n'est pas encore mis en pratique malheureusement. Nous ne pourrions avoir une union politique forte sans protection sociale, en matière du droit du travail, de la santé ou de l'éducation. Au niveau individuel, je suis rapporteur permanent pour l'aide humanitaire. Nous avons multiplié par quatre le **financement de l'éducation pour les enfants victimes de crises humanitaires**, par exemple les enfants réfugiés dans des camps. »

### Biographie

---

1994: Élu député européen

---

2012-2016 : Premier vice-président chargé des affaires parlementaires du groupe S&D

---

2017-...: Président du Global Progressive Forum

---

## • Le plus grand échec de la législature 2014-2019 ? Avez-vous des regrets?

**E.G.S.** : « L'Union européenne n'a apporté de réponse réellement commune à aucune des grandes questions de ces dernières années : la crise économique, les migrations, la sécurité. La **question migratoire** est celle qui crée le plus de divisions aujourd'hui, mais pas à cause du nombre de migrants, qui n'est pas un problème en soi. Le problème, c'est l'**égoïsme des États membres** qui ne veulent pas les accueillir. Ces 3-4 dernières années, un peu plus d'un million de réfugiés sont arrivés sur le territoire de l'Union européenne, soit 0,5% de la population européenne. S'il y avait une véritable solidarité entre États membres, leur répartition se ferait de manière proportionnelle et ne poserait pas de difficultés. »

## • Un pronostic pour votre famille politique pour les élections européennes de 2019 ?

**E.G.S.** : « Je suis convaincu que le groupe Socialistes et Démocrates restera la **deuxième force politique** au Parlement européen, comme lors des deux législatures précédentes. Dans certains pays, notre résultat sera moins bon (France, Italie), dans d'autres, il devrait s'améliorer (Espagne, Portugal), et dans d'autres, il ne devrait pas beaucoup changer. Le Parti Populaire Européen devrait avoir moins de députés, donc, même en étant la deuxième force politique, le groupe S&D pourrait être capable de former une majorité avec d'autres

forces progressistes. Je crois même que notre groupe pourrait assurer la **présidence de la Commission européenne**, en tant qu'élément fort de la coalition majoritaire. »

## • Les plus grands défis pour l'Union européenne durant la législature 2019-2024?

**E.G.S.** : « Deux scénari sont envisageables :

- la **continuité** : la **question migratoire** continuera d'être exploitée comme étendard par les groupes eurosceptiques. Non en raison du nombre de migrants, mais à cause des divisions internes dans l'UE.

- l'élaboration d'une **politique étrangère** plus forte et plus européenne car nous sommes confrontés à deux défis :

\*la politique hostile au multilatéralisme de Trump qui essaie d'isoler l'Union européenne

\*la politique agressive de la Chine, notamment sa politique étrangère en Afrique, continent stratégique pour l'Union européenne. Cependant, l'UE doit trouver des alliés en Chine et en Afrique pour faire face à ses ennemis : Poutine et Trump. »

« Ou l'UE avancera dans son intégration, ou on sonnera la fin d'un projet politique enthousiasmant et véritablement européen, donc je crois qu'il faut profiter des prochaines années pour renforcer le projet européen. »

ENRIQUE GUERRERO SALOM

## • A quoi ressemblera l'Union européenne en 2030?

**E.G.S.** : « C'est une question à la fois facile et difficile. Ou l'UE avancera dans son **intégration**, ou on sonnera la **fin d'un projet politique** enthousiasmant et véritablement européen, donc je crois qu'il faut profiter des prochaines années pour renforcer le projet européen.

Comme il est difficile d'y parvenir à 28, nous pourrions commencer à 10 ou 12 pays qui veulent défendre l'UE, qui veulent une plus forte intégration, sans exclure les autres pays mais sans non plus les attendre. En d'autres termes, **avancer par un groupe de pays** (l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, les Pays-Bas, quelques pays de l'Est, et, je l'espère, l'Italie) qui osent progresser vers une meilleure intégration. »

Propos recueillis par Lucie Solem - Présidente d'EuroCité